

Contribution Christian FR

Les propositions suivantes prennent en compte le cas des populations autochtones victimes des changements climatiques, amenées également à grossir les flux migratoires. Elles visent une contribution à la mise en œuvre de programmes d'atténuation des effets des changements climatiques.

L'ensemble des communautés autochtones sont en effet soumises à des conditions de grande vulnérabilité à la fois économique et culturelle, mais certaines disposent encore de connaissances traditionnelles permettant de s'adapter ou bien d'atténuer les effets du changement climatique. Ces connaissances ont favorisé la mise en place de capacités d'adaptation à des nouvelles situations, le savoir traditionnel ayant joué au fil des ans un rôle significatif dans la solution des problèmes, y compris ceux liés à l'évolution et à la variabilité du climat.

Pour ce qui relève des capacités d'adaptation, on peut citer pour exemple le déménagement d'activités agricoles dans de nouveaux lieux de peuplement, moins soumis à des conditions climatiques trop rudes, ou bien la création de potagers flottants dans des zones inondables pour empêcher que les moyens de subsistance ne se retrouvent détruits.

Sur le plan de la limitation des effets des changements climatiques, on peut citer l'initiative des populations Moklen de Thaïlande, intégrées dans le parc national de l'île de Phrathong qui, après le tsunami de 2004, ont restauré les écosystèmes en fermant les étangs d'eau douce. Au Vietnam, des communautés ont aussi contribué à la plantation d'épaisses mangroves le long des côtes pour atténuer l'impact des ondes de tempêtes de plus en plus fréquentes.

Les savoirs traditionnels se révèlent ainsi utiles à la conservation des écosystèmes, et ainsi à la limitation des changements climatiques, car un écosystème en bonne santé contribue à créer son propre microclimat, qui influe lui-même sur le climat d'une zone plus étendue.

Ces savoirs traditionnels peuvent cependant se trouver limités par des effets trop importants des changements climatiques. Leur combinaison avec des connaissances scientifiques récentes est intéressante pour des atteindre une plus grande efficacité.

L'idée de cette contribution est de faire en sorte que les communautés vulnérables passent du statut de victimes du réchauffement planétaire à celui d'acteurs de la limitation des effets du changement climatique.

L'action proposée se fera à partir d'activités visant à protéger les écosystèmes encore présents et à restaurer certains écosystèmes dégradés. Elle sera combinée avec des activités économiques durables qui permettront également de contribuer à la réorganisation de la biodiversité. Les forêts et les océans dont les écosystèmes sont maintenus en bonne santé représentent pour exemple un fort potentiel de régulation climatique.

Ce renversement de situation n'est toutefois pas évident, surtout pour les communautés se trouvant en perte de valeurs traditionnelles. Ces dernières communautés doivent être

sensibilisées et bénéficier d'un appui à la fois technique, organisationnel et financier pour mener à bien des activités d'une manière efficace et sur une durée assez longue.

Les populations aspirent essentiellement à retrouver à la fois des conditions de vie telles qu'elles existaient avant les changements climatiques mais également à améliorer globalement leur niveau de vie. Le pourcentage d'autochtones se trouvant dans l'extrême pauvreté est en effet de 30% et cette vulnérabilité peut accentuer le phénomène migratoire en cas de problème climatique.

Les besoins exprimés concernent par exemple l'accès à des offres de travail décent ainsi qu'à une éducation et un système de soin de qualité.

A ce titre, l'agenda 2030 des Nations Unies, relatif au développement durable détermine des objectifs de développement spécifiques aux populations autochtones avec, sur le plan économique, le doublement en 2030 des revenus des petits producteurs.

Un projet appuyé sur du long terme, permettant aux communautés de s'impliquer réellement et d'utiliser leurs savoirs traditionnels combinés avec des techniques scientifiques, va générer l'espoir de retrouver une situation environnementale propice et permettre aux populations de se sentir acteurs du changement.

Des exemples d'expériences menées et réussies existent dans de nombreux domaines, tels la restauration d'écosystèmes côtiers, de récifs coralliens, de terres et de forêts dégradés. L'exemple de la transformation de terres dégradées en forêts fonctionnelles pour des communautés marginalisées, dans la vallée indienne d'Araku, est intéressant car représentant une situation rencontrée fréquemment dans des zones sahéliennes ou semi-désertiques¹.

Transformation de terres dégradées en forêts fonctionnelles dans la vallée indienne d'Araku

Le projet s'est déroulé dans la Vallée d'Araku, située à 1200 m d'altitude en Inde orientale, zone qui a subi une déforestation massive durant la colonisation britannique, ce qui a généré une érosion considérable, une dégradation des sols. Cette dégradation entraîné la pauvreté des populations Adivasi, considérées comme faisant partie des groupes les plus lourdement défavorisés de l'Inde. Ces populations pratiquaient traditionnellement la culture du café mais avec un rendement qui diminuait progressivement.

Très vite, la disparition de la forêt a été identifiée comme étant le lien entre les problèmes de rendement des cultures et de pauvreté des populations Adivasi. Une approche intégrée a été mise en oeuvre pour agir conjointement sur l'agriculture, l'éducation et le lien social. Un volet agroforesterie a ainsi été mis en oeuvre sur 300 villages correspondant à une population de 100 000 habitants.

Trois millions d'arbres fruitiers ont été plantés pour restaurer les terres ainsi que trois millions de caféiers, l'ensemble sur plus de 6 000 hectares, les fruitiers fournissant de l'ombre aux caféiers.

¹ Appui de l'ONG Naandi

Les jeunes plants ont été produits dans des pépinières locales, et distribués aux habitants, afin de reboiser des zones choisies avec l'aide d'experts forestiers. 14 000 fermiers ont été formés à des pratiques agricoles durables pour leur permettre de prendre soin des arbres plantés tout en préservant leur écosystème. Ils ont notamment appris à produire leur compost et à lutter contre les maladies et les ravageurs sans produit chimique.

Une coopérative a été créée par l'ONG pour assister les caféiculteurs locaux dans leurs stratégies de vente, afin de les aider à augmenter leurs revenus quotidiens. Ainsi, le café exporté internationalement sous l'étiquette «Araku» de Naandi est certifié « bio » et « commerce équitable », ce qui augmente les revenus de façon significative.

Les Adivasi ont pu diversifier leurs cultures avec 18 variétés d'arbres fruitiers, ce qui renforce leur sécurité alimentaire et génère de nouveaux revenus avec la vente des surplus. Ainsi, ils produisent actuellement environ 12 000 tonnes de mangues par an pour le marché local. A partir des trois millions de caféiers replantés, ils produisent un café de grande qualité avec des méthodes biologiques. Une partie des anciennes terres dégradées a ainsi pu être transformée en forêts fonctionnelles qui procurent nourriture et revenus.

La restauration de 6 000 ha de terres dégradées a aussi permis de reconstituer l'habitat de la faune et flore locale, plus particulièrement des oiseaux endémiques. D'autre part, la plantation des 6 millions d'arbres permettra de séquestrer environ 1,3 million tonnes de CO₂ sur 20 ans.

La mise en place de stratégies de ce type dans des zones qui ont été identifiées comme sensibles tant au niveau de l'environnement que de la vulnérabilité des populations nécessite des financements relativement importants.

Le respect de l'environnement peut se décliner en termes financiers, et des emplois liés aux métiers « verts » oeuvrant pour sa conservation et sa restauration, en opportunités économiques. La préservation des forêts associées à des activités de reboisement représente par exemple un service qui peut être valorisé entre 20 et 35 euros la tonne de CO₂ évitée. Ainsi, la valeur de la séquestration des 1.3 millions de tonnes de la forêt d'Adivasi, serait comprise entre 26 et 45 millions d'euros.

En termes économiques, un investissement pour des projets de ce type est ainsi beaucoup plus efficace et rentable que le coût de l'inaction, ceci en fonction de la dégradation de l'environnement, ainsi que du risque d'augmentation du niveau de pauvreté des populations.

Ainsi, il peut être fortement avantageux pour la communauté internationale de financer des projets de restauration d'écosystèmes au profit des communautés autochtones.

Les crédits « carbone », financés à partir de fonds publics et privés représentent une opportunité financière pour appuyer les communautés dont le souhait est celui de la préservation des écosystèmes de leur environnement naturel.

L'éducation, et particulièrement la formation professionnelle portant sur des métiers verts, peut mobiliser les jeunes générations pour pratiquer des métiers en phase avec la culture autochtone.

Dans la plupart des pays où sont représentées les populations autochtones, les statistiques éducatives mettent en évidence un faible taux de scolarisation, un taux élevé d'abandon scolaire et un niveau d'instruction souvent inférieur à la moyenne.

Certains jeunes autochtones se trouvent en un état de mal-être, qui peut se manifester d'une manière dramatique. Il a par exemple été établi que les taux de suicide de ces jeunes étaient nettement plus élevés que chez les non autochtones. Ce taux est par exemple de 5 à 7 fois plus élevé au Canada parmi les peuples des Premières nations que pour l'ensemble des jeunes Canadiens, notamment chez les 13 à 22 ans.

Selon certains aînés autochtones, l'oubli de la culture et des coutumes constitue la cause principale du mal être de la jeunesse, ayant entraîné une perte de repères au sein des communautés.

Le défi pour la partie de la jeunesse qui le souhaite, serait de pouvoir construire un avenir dans un contexte qui correspond à certains attendus du monde moderne, mais ancré dans l'environnement naturel et le patrimoine culturel. L'utilisation de technologies nouvelles associées aux savoirs traditionnels peut correspondre à un réel intérêt, surtout dans un contexte éthique, la participation à la limitation des changements climatiques représentant un enjeu de taille pour l'ensemble de la planète.

Cet avenir doit également présenter des garanties pour des emplois correctement rémunérés, car les populations autochtones se trouvent souvent discriminées dans l'accès au marché de l'emploi. Dans un contexte de mouvement migratoire associé au changement climatique, le désir de maintien dans la zone doit être associé à un métier considéré comme permettant de vivre dignement.

Les métiers associés au maintien et à la restauration des écosystèmes, ainsi que les métiers verts permettant une exploitation durable des ressources naturelles pourraient ainsi correspondre aux attentes de la jeunesse autochtone se trouvant positionnée au sein ou à proximité des zones protégées. Ces zones là sont en effet jusqu'à présent connues pour ne pas proposer de possibilités d'emploi et un accès difficile à l'éducation.

Pour une bonne réussite de la stratégie de formation professionnelle, les approches pédagogiques doivent être adaptées aux profils spécifiques d'apprentissage et innovantes, de manière à favoriser le lien avec l'environnement naturel, valoriser la culture autochtone et les connaissances existantes.